

## **L' ENTREPRENEURIAT COOPERATIF : UN LEVIER DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AU MAROC**

**Par**

**Ikhlas MERGOUM**

**Chercheur en Sciences de Gestion, Faculté des Sciences Juridiques,  
Economiques et Sociales-Souissi- Université Mohamed V.**

**Said HINTI**

**Professeur en Economie et Gestion, Faculté des Sciences Juridiques,  
Economiques et Sociales-Souissi- Université Mohamed V.**

### **Résumé**

L'entrepreneuriat social est une forme particulière d'entreprendre qui s'est développée d'une manière considérable durant ces dernières années en particulier dans les pays émergents. Ce phénomène semble dessiner un nouveau modèle économique, hétérogène qui associe l'efficacité économique et l'utilité sociale, ouvrant ainsi des voies prometteuses dans la lutte contre les problèmes principaux des sociétés tels que la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale. Le rôle primordial que joue le secteur coopératif dans l'évolution des conditions économiques et sociales au Maroc n'est plus à démontrer puisqu'il est considéré aujourd'hui comme une réelle plus-value sociétale pour les territoires et un levier primordial pour le

**<http://revues.imist.ma/?journal=REGS>**

**ISSN: 2458-6250**

développement durable. L'objectif de cet article est de présenter les particularités de l'entrepreneuriat coopératif dans le contexte marocain, tout en mettant l'accent sur sa contribution dans le développement territorial du royaume.

### **Mots-clés**

Entrepreneuriat, coopérative, développement territorial.

### **Abstract**

Cooperative entrepreneurship is a special form of entrepreneurship that has developed to a considerable extent in recent years particularly in emerging countries. This phenomenon seems to draw a new economic model that combines economic efficiency and social utility, opening promising avenues in the fight against the main problems of society such as poverty, unemployment and social exclusion. The primary role of the cooperative sector in the changing economic and social conditions in Morocco is considered as real societal appreciation today for the territories and a key lever for sustainable development. The objective of this article is to describe the specificities of cooperative entrepreneurship in the Moroccan context, and present his contribution in the territorial development in Morocco.

### **Keywords**

Entrepreneurship, cooperative, territorial development.

## **I. Introduction**

Au cours des dernières décennies, la décentralisation et l'accroissement des compétences des collectivités locales ont rapproché le pouvoir politique des territoires. Cette tendance tranche avec la mondialisation de l'économie, et particulièrement sa dérégulation, qui considère le territoire en premier lieu comme un ensemble de ressources exploitables ou comme un marché. L'éloignement des centres de décisions des entreprises par rapport aux territoires, où se situent leurs établissements, témoigne de cette évolution. Ces deux mouvements contradictoires, des sphères politique et économique, induisent une tension croissante aux niveaux des dynamiques des territoires, des emplois, de la consommation et des conditions d'accès aux services publics. Dans ce contexte, la question de l'ancrage territorial des coopératives est centrale et mérite d'être approfondie.

Le rôle primordial que joue le secteur coopératif dans l'évolution des conditions économiques et sociales en particulier au niveau territorial, n'est plus à démontrer ; il est même considéré par plusieurs experts comme la meilleure alternative face aux échecs du capitalisme d'aujourd'hui et constitue une réelle plus-value sociétale pour les territoires et le soutenir doit être une priorité. En effet, ce secteur a ouvert de grands horizons, d'une part, pour la création des projets économiques et sociaux dont l'ambition principale est de combattre la pauvreté, l'exclusion, et l'intégration des petits producteurs dans le marché et d'autre part, pour l'identification d'opportunités de réponse à des besoins spécifiques d'une population vulnérable marginalisée par l'économie capitaliste, et sur la concrétisation de ces opportunités par la mise en œuvre de solutions entrepreneuriales adaptées. Il s'agit d'un modèle, inspiré par un équilibre entre des valeurs d'égalité, de démocratie, de liberté, d'équité, de solidarité et de prise en charge, qui a évolué entre la pratique et l'idéal. Ce projet d'innovation organisationnelle bouscule encore aujourd'hui la conception classique de l'économie et de la gestion des entreprises. Ces initiatives créatives à vocation sociale se sont multipliées ces dernières années au Maroc, grâce au lancement de l'Initiative nationale du développement humain.

Il nous a donc semblé intéressant d'engager un travail de recherche autour de cette thématique afin d'élucider le rôle que revêt le modèle coopératif marocain dans le développement

territorial. Ainsi l'objectif de cette communication est de poser des jalons ou des pistes de réflexions sur le croisement entre territoire et coopératisme. De façon plus spécifique, nous avons l'ambition de répondre aux questions suivantes : comment les coopératives participent à des projets politiques et socio-économiques de développement local ? Comment les principes coopératifs sont théoriquement source de conceptions territoriales autres que marchandes ? Et comment le fait coopératif peut être véritablement un facteur structurant et développant du territoire ? Ainsi, nous dresserons d'abord un portrait du mouvement coopératif illustrant sa grande diversité sur le plan des secteurs qu'occupent les coopératives et de leur importance dans le développement économique et social au Maroc et ses différentes régions. Nous porterons ensuite une attention particulière sur la définition de la coopérative dans sa dynamique systémique, afin d'illustrer comment les règles coopératives prises dans leur dimension systémique favorisent l'expression de projets territoriaux. Enfin nous essayerons à travers les données et les statistiques de l'Office de Développement de la Coopération d'analyser le rôle de l'entrepreneuriat coopératif dans le développement des territoires. Ce travail sera l'occasion également de mettre l'accent sur les efforts déployés par l'Etat et la société civile pour développer l'entrepreneuriat coopératif.

## **II. Le tissu coopératif marocain : caractéristiques et évolution**

### **II.1. Les coopératives : particularités et principes**

Les coopératives sont souvent nées de l'impératif de répondre à un besoin de la communauté, que ce besoin soit d'ordre économique, social ou culturel. Ainsi, plusieurs coopératives ont pris leur essor en des temps économiques difficiles. Elles venaient combler des besoins que ni les entreprises traditionnelles ni les gouvernements ne parvenaient à faire<sup>1</sup>. Les avantages des coopératives dépasseraient la simple satisfaction des besoins. De nombreux rapports ont démontré que les coopératives participeraient à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Paul Lambert (1964), l'un des penseurs contemporains du coopératisme,

---

<sup>1</sup> Canada, Chambre des communes, « La situation des coopératives au Canada », rapport du Comité spécial sur les coopératives, 17 septembre 2012, p. 9.

souligne que « Ce sont des préoccupations morales qui animent ces initiateurs : ils voient tous dans la coopération bien autre chose que la solution d'un problème momentané et partiel : ils y voient une formule capable de rénover l'ensemble du système économique et social et d'élever les hommes jusqu'à un comportement moral fait de noblesse et de désintéressement ». C'est justement le cas de l'entrepreneuriat coopératif.

Les coopératives sont fondées et gérées par des principes reconnus universellement, par les instances mondiales. Ainsi, les principes coopératifs énoncés dans la Déclaration sur l'identité internationale des coopératives (Alliance Coopérative Internationale, 1995) constituent les lignes directrices qui permettent aux coopératives de mettre leurs valeurs en pratique, ces valeurs sont :

- Adhésion volontaire et ouverte à tous : Liberté et Responsabilité Personnelle.
- Pouvoir démocratique exercé par les membres : Egalité et Démocratie
- Participation économique des membres : Responsabilité mutuelle et Partage.
- Autonomie et indépendance : Equité et Probité.
- Éducatons, formation et information : Transparence.
- Coopération entre les coopératives : Solidarité.
- Engagement vers la communauté : Responsabilité sociale et Citoyenneté.

Ces principes sont au cœur de l'identité coopérative. Ils dirigent le fonctionnement de la coopérative et déterminent ses objectifs. Ainsi, on peut en déduire que:

- La coopérative est une société de personnes et non de capitaux, les orientations sont des choix collectifs.
- Son objectif n'est pas la maximisation des profits et la rentabilité d'un capital mais la valorisation des activités et compétences de ses membres.
- Les résultats sont d'abord dirigés vers l'investissement et les réserves sont impartageables pour assurer la pérennité et la transmission aux générations futures.

Parmi les caractéristiques fondamentale de la coopérative qui résulte de sa nature et son identité, est son enracinement dans le territoire auquel elle appartient, ce qui favorise une

grande sensibilité aux besoins non seulement des membres mais de l'ensemble des parties prenantes de la coopérative tout en prenant en considération les particularités de son territoire. À quelques exceptions près, les inégalités de revenus et de richesses au sein des pays ont augmenté depuis le début des années 1980, notamment dans les pays à revenus élevés. Dans les années plus récentes, le chômage a surtout affecté l'Union européenne tandis que le nombre absolu de personnes en situation de pauvreté a augmenté en Afrique subsaharienne<sup>2</sup>. Des leçons devraient être tirées de la crise mondiale qui a mis en évidence la nécessité de soutenir l'économie réelle et le développement du territoire par une création durable et une répartition des richesses basée sur le développement des activités économiques qui peuvent le mieux répondre aux besoins de la population.

## **II.2. Les caractéristiques du tissu coopératif marocain**

Les coopératives sont l'une des composantes majeures de l'économie sociale et solidaire au Maroc. Elles ont un rôle primordial dans le développement socio-économique du pays puisqu'elles «...jouent un rôle important dans la création d'emplois du fait qu'elles soutiennent directement le développement d'activités professionnelles autonomes et rémunératrices et créent des opportunités d'emploi supplémentaires.» (FAO, 2010).

En effet, le secteur coopératif fait partie du paysage socioéconomique du royaume depuis plus d'un demi-siècle. Il occupe une place considérable dans le tissu économique, et joue un rôle primordial dans le développement durable vu la part importante qu'il représente dans les différents programmes de développement socio-économique du pays. Ce secteur contribue de manière efficace à la création de projets générateurs de revenus et de postes d'emplois et participe à la résorption du chômage, en particulier dans le monde rural. Il est aussi l'origine de grandes opportunités pour créer des projets dont le but principal est de combattre l'exclusion, la pauvreté, et l'intégration des petits producteurs dans le marché.

---

<sup>2</sup> In Équipe spéciale du système des Nations Unies sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après 2015 (2012), Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous: rapport au Secrétaire général, p. 20: disponible sur: [http://www.un.org/en/development/desa/policy/untaskteam\\_undf/unttreport\\_fr.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/untaskteam_undf/unttreport_fr.pdf)

Le lancement de l'INDH en 2005 a encouragé la création des coopératives, notamment dans le milieu rural, qui souffre de l'exclusion et de la pauvreté. Dans ce cadre, le gouvernement marocain a fait de grands efforts pour simplifier les procédures de création des coopératives et pour valoriser leurs produits en mettant à leur disposition de nouveaux mécanismes de financement et des structures d'accompagnement. Au niveau institutionnel et réglementaire, les coopératives au Maroc sont régies par la loi 24-83. Cette loi fixe le statut général et les missions des coopératives. Aussi, un nouveau projet de loi n° 112-12 relatif aux coopératives a été adopté par la chambre des représentants le 16 juillet 2014. Il définit la coopérative comme "un groupement de personnes physiques ou morales, qui conviennent de se réunir pour créer une entreprise" (article 1). Dans le cadre de cette nouvelle loi, la procédure de création des coopératives est simplifiée, de même que l'obligation de l'obtention d'un agrément est supprimée. Le capital minimum pour leur constitution est fixé à 1 000 dirhams. Les coopératives doivent effectuer leurs enregistrements dans le « registre des coopératives ». Il s'agit de l'une des nouveautés de ce texte. Il est « constitué d'un registre central, tenu par l'Office de développement de la coopération (ODCO) et de registres locaux tenus par les secrétariats-greffes des tribunaux de première instance » (article 9). Il permet aussi de conserver les dossiers des coopératives, de diffuser les informations afférentes et vulgariser leur activité auprès des tiers.

Fruit de la loi 24-83, l'ODCO concrétise le partenariat effectif entre le gouvernement et le mouvement coopératif dans la promotion et l'application d'une meilleure législation capable de renforcer ce courant. Il s'agit d'un organisme administratif dont la mission est l'accompagnement des coopératives dans la création, la formation et l'information. Après une restructuration en 1975, cet office s'est transformé en une entreprise publique ayant son propre personnalité morale et jouissant de l'autonomie financière et administrative, ses missions sont déterminées par l'article 77 de la loi 24-83. L'objectif est de soutenir les coopératives pendant et après la phase de la création en matière de formation, information, assistance juridique, gouvernance, œuvres sociales, mise à niveau et restructuration... Les efforts de l'ODCO, en collaboration avec le gouvernement marocain, ont donné leurs fruits sur le terrain ; ainsi et selon les statistiques de cet office, le tissu coopératif marocain est constitué au 31 Décembre 2015 de 15 735 coopératives et unions des coopératives avec

536 920 adhérents, réparties en une vingtaine de secteurs et en une centaine de branches d'activité.

Quant à la répartition sectorielle l'agriculture est le secteur le plus important. Selon les mêmes statistiques, il occupe le premier rang (67 %) dans le tissu coopératif, comme il l'occupe dans la participation au PIB. Il est suivi respectivement par les secteurs de l'artisanat (16%) et l'habitat (7%). Notons aussi que la structuration des activités liées à l'huile d'argan a donné naissance à plusieurs coopératives dans ce domaine qui représente actuellement environ 2 % du tissu coopératif national. Ces coopératives, emploient 24.719 personnes (données relatives à 1.163 coopératives déclarantes en 2008) et détiennent au 31/12/2015 un capital équivalent à 1 534 627 684 de dirhams.

Dans le cadre de l'accompagnement assuré par l'ODCO, les coopératives marocaines en phase de création profitent des conseils et d'orientations dans les domaines de la gouvernance, de l'assistance technique et de la commercialisation à travers le programme d'appui post création aux coopératives créées entre 2011 et 2015 : « Mourafaka ». En effet, On a constaté que le lancement d'une activité économique sous la forme d'une coopérative est relativement long par rapport à une entreprise classique. Ainsi, ce programme prend en considération les spécificités des coopératives et leurs propose le soutien nécessaire et adapté à leurs besoins à travers plusieurs services qui interviennent sur des éléments principaux pour le démarrage et la pérennisation de leurs activités.

En terme de chiffres, et selon les études de l'ODCO, ce programme dont la durée est 5 ans a pour objectifs le renforcement des capacités de 2000 coopératives nouvellement créées soit 500 par an, et permettra l'amélioration et la pérennisation des revenus d'environ 20 0000 bénéficiaires directs et indirects. Il est basé sur une approche stratégique qui prend en considération plusieurs dimensions tel que l'innovation, la dimension environnementale, la convergence avec les autres programmes publics, le suivi et l'évaluation. Dans ce cadre, et en se basant sur une approche participative et les expériences internationales en la matière, le Maroc a adopté une stratégie nationale de développement de l'économie sociale et solidaire qui favorise la synergie et la complémentarité entre les actions des différents acteurs publics en matière d'économie sociale spécialement les coopératives. Ainsi l'un des principaux

objectifs de cette stratégie est de renforcer l'adhésion de la population active aux coopératives, en augmentant le taux de pénétration de la coopérative parmi cette population de 3,1% en 2011 à 7,5% à l'horizon 2020<sup>3</sup>.

### **III. L'entrepreneuriat coopératif: un levier de développement territorial**

#### **III.1. coopératives et territoires : quels liens?**

On considère généralement acquis l'encastrement des organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS) dans le territoire considéré sous l'angle de l'espace local (Colletis, Gianfaldoni et Richez-Battesti, 2005). Dans le cadre de cette logique, les entreprises de l'économie sociale considèrent le territoire non comme une simple opportunité, mais comme la base de leur activité et de leur développement. C'est exactement le cas des coopératives qui présentent l'une des composantes majeures de l'économie sociale et solidaire. L'ancrage des OESS dans le territoire repose sur une configuration en termes de territorialisation caractérisée par l'intensité et la diversité des liens que les OESS entretiennent avec d'autres acteurs, ces liens étant fondés sur trois dimensions de la proximité : organisationnelle, institutionnelle et axiologique (Colletis et al. 2005). Ainsi, l'ancrage territorial constitue classiquement, avec le fonctionnement démocratique et la solidarité économique, l'une des caractéristiques essentielles des coopératives.

Un tour d'horizon de la littérature suggère la fertilité du croisement entre approches territoriales et coopératives, ces dernières étant bien armées pour valider des démarches fondées sur la confiance ou la proximité (Parodi, 2005). En effet, la majorité des présentations de coopératives affirment que celles-ci sont principalement l'expression et le reflet des territoires. Ce constat a été présenté par plusieurs recherches et auteurs tel que les monographies publiées dans le cadre de la collection « Pratiques utopiques » aux éditions Repas, en particulier celles qui concernent Ardelaine (Barras, 2014), Le Viel Audon (Barras, 2008) et Ambiance Bois (Lulek, 2003). A Mondragón, écrit Jacques Prades, la coopérative participe à la transformation du territoire, définit comme un « imaginaire qui se construit »

---

<sup>3</sup> Département des Activités Génératrices de Revenus et d'Emplois, 2010, « programme Mowakaba », Agence de Développement Social.

(Prades, 2005). Ce lien positif a été aussi prouvé par René Mauget, qui montre qu'en dépit de leur internationalisation les coopératives agricoles et agroalimentaires continuent de jouer un rôle à la fois original et essentiel en faveur du maintien d'activités sur les territoires (Mauget, 2008). En outre, Serge Koulytchizky (2006) a souligné l'émergence des initiatives locales d'intérêt général dans le cadre de la continuité qui existe entre l'association coopérative et la gouvernance des pays.

La coopérative est un système qui doit être envisagé comme un tout reposant sur la solidarité des membres réunis au sein de l'entreprise. Elle est une association de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs, au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement<sup>4</sup>. Sur le plan légal, elle est une personnalité juridique propre, une personne morale intégrant ses membres. Elle regroupe des personnes ou sociétés qui ont des besoins économiques, sociaux ou culturels communs et qui, en vue de les satisfaire, s'associent pour exploiter une entreprise conformément aux règles d'action coopérative<sup>5</sup>. Fidèles à l'esprit des fondateurs, les membres des coopératives sont sensés adhérer à une éthique fondée sur l'honnêteté, la transparence, la responsabilité sociale et l'altruisme.

Selon les principes de la coopérative, un membre dispose d'un vote indépendamment du capital détenu. Ainsi, une coopérative qui requiert une forte capitalisation peut s'assurer de conserver la gouvernance locale. Ce qui permet d'une part à la coopérative l'exercice d'une démocratie de proximité marquée par une gouvernance ouverte sur le territoire et d'autre part, protège la coopérative des prises de contrôle étrangères. Cela favorise le réinvestissement dans l'économie locale et contribue évidemment dans le développement du territoire en question. L'égalité entre les membres, qui résulte du principe un membre=un vote, assure que les orientations prises soient conformes aux volontés du territoire, et répond aux nécessités de la communauté de ce dernier, étant donné que ces membres reflètent les besoins et les particularités de leur territoire. Autrement dit, du moment que la finalité des coopératives est centrée sur la réponse aux besoins des membres et de la communauté plutôt que sur le

---

<sup>4</sup> Ministère Délégué auprès du Chef du Gouvernement Chargé des Affaires Economiques et Générales, Stratégie Nationale de l'Économie Sociale et Solidaire 2010-2020, Novembre 2011.

<sup>5</sup> Loi sur les coopératives; L. R.Q., chapitre C-67.2, article 3.

rendement du capital, les décisions stratégiques seront conformes aux réalités locales, et adaptés aux besoins socio-économique du territoire de la coopérative. Il est nécessaire de souligner que la relation entre la coopérative et son territoire se traduit aussi par l'enrichissement collectif que permet la coopérative en faveur d'un développement territorial pour l'ensemble des membres plutôt que pour quelques-uns. En effet, c'est l'exemple des coopératives agricoles. L'histoire montre que la coopération a rendu possible l'enrichissement de l'ensemble des producteurs agricoles et a permis d'assurer la modernisation de l'agriculture. Elle garantissait aux agriculteurs les retombées de leur travail et assurait la propriété et le contrôle de l'approvisionnement à la transformation du produit.

Ainsi, il est clair que les membres des coopératives sont des acteurs qui ont un rôle primordial dans le développement territorial. La coopérative réunit des intérêts traditionnellement opposés et divergents. Ainsi, dans une coopérative, le consommateur est aussi l'entrepreneur investisseur, le travailleur est aussi le propriétaire, le producteur est aussi le vendeur. Les revenus générés par l'entreprise coopérative appartiennent à l'ensemble des membres et la redistribution de la plus-value des activités de l'entreprise entre les membres leur assure le paiement du prix ou du salaire. Or, le membre est aussi le citoyen ancré sur un territoire, ce qui lui confère un levier pour assurer l'issue des retombées du développement territorial. A partir de cette définition, les personnes, devenus membre d'une coopérative, travaillent d'une manière collective pour réaliser un objectif commun à savoir l'amélioration de leurs situations socio-économiques, et le développement durable de leur communauté. Ainsi, en poursuivant le projet de ses membres, la coopérative sert simultanément son territoire et se porte garante du développement de ce dernier.

Par ailleurs, les coopératives valorisent des compétences, des ressources, des matières premières ou des produits finis qui se trouvent sur un territoire. Elles ont davantage le réflexe des circuits courts en faisant appel aux fournisseurs et partenaires locaux. Les résultats d'une coopérative sont d'abord dirigés vers l'avenir de celle-ci. Ainsi une garantie est constituée pour sa pérennité au sein du territoire. L'investissement sert au développement économique de la coopérative et donc du territoire. On peut dire que l'entrepreneuriat coopératif est une sorte de territorialisation de l'activité économique, de l'investissement et de l'emploi. Ce constat est logique vu que l'ancrage territorial constitue, avec le fonctionnement démocratique et la

<http://revues.imist.ma/?journal=REGS> **ISSN: 2458-6250**

solidarité économique, l'une des caractéristiques majeures de l'économie sociale et solidaire (Pequeur. B et Itçaina. X, 2012). En partant d'une dynamique du bas vers le haut active et basée localement, les coopératives sont caractérisées par un lien fort entre l'entreprise d'un côté et le territoire et la population de l'autre, ceci contribuant à la création de confiance.

### **III.2. Le rôle des coopératives dans le développement territorial au Maroc**

Le concept de développement territorial est récent puisqu'il date de la fin des années 1990. Malgré son immense succès tant chez les géographes que chez les économistes, il est rarement défini et recouvre en fait des réalités diverses à la rencontre du développement local ou régional, du développement durable, de l'aménagement du territoire ou encore de la gestion territoriale. Selon Rallet A. : « Développement régional, développement territorial sont deux notions distinctes. Elles renvoient à deux manières différentes d'appréhender l'espace géographique dans son rapport au développement économique (...) Le développement territorial fait référence à un espace géographique qui n'est pas donné mais construit. Construit par l'histoire, une culture et des réseaux sociaux qui en dessinent les frontières. Le contenu définit le contenant : les frontières du territoire sont les bornes (mouvantes) de réseaux socioéconomiques. Là où s'éteint le réseau se termine le territoire. L'initiative ne vient pas tant d'une instance planificatrice que d'une mobilisation des forces internes »<sup>6</sup>. À travers les multiples écrits se réclamant de ce nouveau paradigme, ce qui semble faire consensus, c'est la volonté ou la nécessité de remettre, au cœur de la problématique du développement, le territoire avec ses ressources, ses contraintes et ses spécificités non seulement matérielles mais encore immatérielles comme les acteurs et leur mode de fonctionnement. En outre, le développement se veut transversal et décloisonné et tient compte des pressions extérieures, notamment du contexte économique international. Il se veut aussi stratégique et cherche à construire le futur d'un territoire en exploitant les atouts et en réduisant les faiblesses internes tout en profitant des opportunités et en cherchant à faire face aux menaces externes.

---

<sup>6</sup> Alain Rallet, Commentaires du texte d'Oliver Crevoisier dans Mollard, Amédée et alii, « Territoires et enjeux du développement régional, Versailles », Éditions Quae, 2007, p. 80.

Les coopératives sont les seules institutions dont le profil associe la rentabilité économique et les principes de l'économie sociale et solidaire. Elles cherchent à préserver un certain équilibre entre l'efficacité économique et le développement social à travers une gestion démocratique, solidaire et sociale. Ainsi, cette entreprise particulière exige à ce qu'elle soit analysée et traitée différemment. Elle est même considérée comme un nouveau modèle économique grâce à ses qualités socioéconomiques, transactionnelles et concurrentielles. Les entreprises coopératives jouent un rôle important dans le développement socio-économique du Maroc en créant des emplois, en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et à la résorption du chômage, en particulier dans le monde rural. Ce qui leur attribue une grande importance dans les nouvelles orientations du développement socioéconomique régional au Maroc. En effet, le secteur coopératif joue un rôle socio-économique prépondérant sur la population marocaine et ce à travers l'objet et les buts définis par les textes qui régissent ce secteur au Maroc entre autres :

- Améliorer la situation socio-économique de leurs membres
- Réduire, au bénéfice de leurs membres et par l'effort commun de ceux-ci, le prix de revient et, le cas échéant, le prix de vente de certains produits ou de certains services
- Améliorer la qualité marchande des produits fournis à leurs membres ou de ceux produits par leurs membres ou de ceux produits par ces derniers et livrés aux consommateurs
- Développer et valoriser, au maximum, la production de leurs membres
- La réalisation d'œuvres sociales au profit des coopérateurs

La contribution des coopératives dans le développement territorial au Maroc, s'effectue à travers la création de projets générateurs de revenu permettant la lutte contre le chômage par la création directe ou indirecte de postes d'emploi en valorisant et respectant les territoires. Il est important de rappeler que les coopératives sont nées suite à l'incapacité de l'État et des entreprises capitalistes à satisfaire les besoins d'une tranche importante de la population, particulièrement ceux touchant le développement territoriale dans un contexte de mondialisation et internationalisation. Les coopératives sont des organisations volontaires, ouvertes à toutes les personnes en mesure d'utiliser leurs services et disposées à accepter les

responsabilités de leur adhésion. Cet aspect a été reconnu par la résolution A/RES/68/133 des Nations Unies «Rôle des coopératives dans le développement social», qui précise «considérant que les coopératives, sous leurs différentes formes, encouragent toute la population, y compris les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les autochtones, à participer aussi pleinement que possible au développement économique et social, dont elles sont en train de devenir un facteur important, et qu'elles contribuent à l'élimination de la pauvreté et de la faim...»<sup>7</sup>.

- **L'émancipation de la femme marocaine**

En effet, le secteur coopératif joue un rôle très important dans l'émancipation de la femme marocaine et son insertion dans le tissu économique en particulier dans le milieu rural où les femmes souffrent encore de la pauvreté et l'exclusion sociale. Les études de l'ODCO montrent que le mouvement coopératif féminin au Maroc est en pleine évolution. Les statistiques de cet office en témoignent. Selon ces statistiques, il existe au 31/12/ 2015, 2280 coopératives de femmes dans plusieurs secteurs avec un nombre d'adhérents qui a atteint 44327. Ses coopératives sont présentes dans les différents secteurs économiques. Par ailleurs, les secteurs où on peut constater une présence significative des coopératives féminines au Maroc sont l'artisanat 43%, l'agriculture 34% et l'argan 12%. On peut constater que les coopératives participent d'une manière importante dans l'autonomisation des femmes marocaines de plusieurs manières. D'abord, Elles leur assurent la participation à la production économique en leur permettant de générer des revenus de leurs activités jusqu'alors de subsistance. Ce faisant, les femmes ont la possibilité d'accroître leur pouvoir décisionnel et leur autonomie autant dans la famille que dans la collectivité. Dans certains cas, les coopératives permettraient même aux femmes de surmonter les contraintes culturelles qui restreignent leurs activités économiques. Ensuite, les coopératives permettraient aux femmes de créer des réseaux qui aideraient ces dernières à s'émanciper et à s'insérer dans leur collectivité.

- **Insertion socio-professionnelle des jeunes marocains**

---

<sup>7</sup> Loi sur les coopératives; L. R.Q., chapitre C-67.2, article 3.

La viabilité à long terme des coopératives et l'articulation entre la continuité et l'innovation font que le modèle coopératif est particulièrement approprié pour permettre aux jeunes de créer et de gérer des entreprises durables. En effet, La création d'une coopérative peut aussi être une réponse durable et décente aux besoins d'emploi des jeunes diplômés, en particulier dans les régions où ils sont confrontés à des perspectives d'emploi très sombres. Cela peut aider aussi, les jeunes en particulier les jeunes diplômés d'exploiter leurs savoir faire, à occuper une place plus active et autonome dans la société, à se prendre en charge et à se sentir plus responsable de leur propre avenir. À cet égard, l'expérience marocaine est particulièrement significatif: selon les données récentes de l'ODCO (Décembre 2015) les coopératives créent par les jeunes diplômés ont atteint 346 coopératives avec 3821 adhérents et un capital de 16 234 636 Dh. Ces coopératives sont présentes dans les différents secteurs économiques.

- **La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

Le secteur coopératif contribue d'une manière considérable à la résorption de la pauvreté et l'exclusion en améliorant les conditions économiques et sociales des adhérents des coopératives et leurs familles. Il joue aussi un rôle important dans l'éradication du secteur informel à travers son encadrement au sein de coopératives et participent dans la lutte contre l'analphabétisme, l'éducation et la formation de diverses couches sociales notamment en milieu rural. Les coopératives proposent des innovations socio-économiques et impulsent une dynamique adaptative aux besoins socio-économiques du territoire. Au Maroc, les coopératives, à l'instar des organismes de l'économie sociale et solidaire, cherchent à élargir et à diversifier leur offre de services, sur la base d'une multi-activité. Elles enrichissent leurs activités pour prendre en compte soit différents besoins, soit différents publics, ou elles diversifient leurs liens avec des structures voisines. Le territoire s'enrichit de la complémentarité des acteurs locaux pour approfondir son mode de développement économique ou social.

- **Augmentation des revenus des agriculteurs marocains**

L'importance des coopératives dans le secteur agricole au Maroc n'est pas surprenante puisqu'il s'agit du secteur dominant dans le tissu coopératif avec une part de 67%. En effet, les coopératives permettent aux agriculteurs éloignés des centres urbains d'accéder à des marchés, notamment à l'international, auxquels ils n'auraient pas accès individuellement. Grâce à cela, beaucoup d'agriculteurs marocains ont pu intégrer leurs produits dans les chaînes d'approvisionnement à valeur élevée et ainsi obtenir de meilleurs prix pour leurs produits. Les coopératives agricoles permettent aussi aux agriculteurs marocains d'améliorer leur productivité. En effet, grâce aux coopératives, les agriculteurs peuvent mettre en commun leurs ressources afin de se procurer, à moindres coûts, les produits et outils nécessaires à leurs exploitations agricoles parce qu'elles leur permettent d'augmenter leurs revenus et d'être plus productifs, les coopératives encouragent les agriculteurs pratiquant l'agriculture de subsistance à contribuer davantage à la production de nourriture destinée aux divers marchés.

## **VI. Conclusion**

Il y a plus de 300 ans, un modèle a été proposé par les premiers penseurs du coopératisme pour mieux répondre aux besoins de tous ceux et celles qui voulaient être partie prenante de cette grande utopie devenue réalité. Cette vision de la société et cette volonté de mettre l'être humain, sa dignité et la réalisation de son potentiel au cœur du projet coopératif sont toujours primordiales et auront permis de connaître une évolution exemplaire. Il s'agit d'un modèle économique qui a su répondre aux besoins d'une population marginalisée par le capitalisme et la mondialisation. Tout en respectant et valorisant les particularités locales des territoires.

En effet, l'identité de la coopérative, la force de cohésion de ses membres, sa culture et son histoire particulières, sont intimement liées au territoire et ses spécificités. En outre, en privilégiant l'expression d'une gouvernance participative de proximité, à travers la démocratie qu'elle assure, la coopérative favorise l'expression des particularités territoriales. Ainsi, la pérennité de la coopérative dépend principalement de sa capacité à traduire en activités économiques, les spécificités liées au territoire par sa dimension citoyenne, associative et participative. Cela nécessite une dimension associative vivante et permanente au sein de la coopérative. En s'inspirant de la phrase de Hamon B.<sup>8</sup>: « L'ADN de l'économie sociale et

---

<sup>8</sup> Benoit Hamon, ancien ministre délégué à l'ESS et Philippe Fénereaux dans le magazine Alternatives économiques, Octobre 2013, n°328.

solidaire c'est bien son ancrage dans les territoires. », on peut dire que l'ancrage territorial est au cœur de l'identité de la coopérative étant une composante principale de l'économie sociale et solidaire. Cependant, pour que ce croisement entre coopératives et développement territorial soit profitable, une condition s'impose. Les membres des coopératives devront déployer un ensemble de moyens concrets pour maintenir la cohésion sociale. Cela suppose de se concentrer sur la formation pour s'assurer que les règles coopératives que nous avons soulevées au début de ce texte soient prises dans leur globalité en lien les unes aux autres.

Au Maroc, le secteur coopératif joue un rôle prédominant dans le développement territorial. Il occupe une place considérable dans les programmes de développement économique et social. Une place qui s'est renforcée par l'Initiative Nationale du Développement Humain (INDH). Ce qui s'est traduit par l'évolution de l'effectif des coopératives d'un taux de plus de 178% entre 2005 et 2014 selon l'ODCO. Par ailleurs, L'analyse de la répartition sectorielle des coopératives selon les régions montre que la coopérative est profondément attachée à son territoire et peut être considérée comme le reflet des atouts et des spécificités de ce territoire. Le développement des coopératives et des territoires sont intimement liés, on ne peut parler de développement territorial au Maroc, sans aborder le rôle primordial des coopératives.

## **Bibliographie**

Alliance coopérative internationale, « Cooperative identity, values and principles »2012.

G. Colletis , P. Gianfaldoni et N. Richez-Battesti, « Économie sociale et solidaire, territoires et proximité ». Revue internationale de l'économie sociale : Recma, n° 296, 2005, 8-25.

S. Koulitchyski, « Place de l'économie sociale dans la construction de l'intérêt général partir de l'initiative locale », Revue internationale de l'économie sociale, Recma, n 302, 2006, p 67-82.

P. Lambert, « La doctrine coopérative » (3e éd.). Bruxelles : Éditeur Les propagateurs de la coopération, 1964.

R. Mauget, « Les coopératives agricoles : un atout pour la pérennité de l'agriculture dans la mondialisation », Revue internationale de l'économie sociale, Recma, n 307, 2008, p 46-57.

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), « les coopératives une voie vers l'autonomisation des femmes dans les zones rurales », Journée internationale des coopératives 16ème ONU & 88ème ACI, 2010.

M. Parodi, « Economie sociale et solidaire et développement local », Revue internationale de l'économie sociale, n° 296, 2005, p 26-41.

B. Pequeur et X. Itçaina, « Economie sociale et solidaire et territoire: un couple allant de soi? », Revue internationale de l'économie sociale, n°325,2012, p 48-64.

Prades J., « L'énigme de Mondragn : comprendre le sens de l'expérience », Revue internationale de l'économie sociale, n° 296, 2005, p. 100-115.